

Je souhaite m'exprimer brièvement au nom des élus socialistes du département que je représente ici.

Depuis plusieurs mois, l'inquiétude grandit dans les établissements scolaires du département. De nombreux mouvements de grève ont lieu, des pétitions circulent ...pour garantir les conditions de la prochaine rentrée. En ce moment même, une mobilisation d'enseignants, de parents d'élèves, et d'élus à l'appel des organisations syndicales a lieu devant la Préfecture pour dénoncer les conditions de la prochaine rentrée.

Les décisions de l'Académie sont inacceptables : 138 postes supprimés dans le secondaire et 71 dans le premier degré, des Dotations Horaire Globale partout en forte baisse. Ainsi quelques exemples parmi d'autres

- à Nanterre, 3 postes de RASED seraient supprimés, une classe fermée à l'école élémentaire Maxime Gorki alors que les effectifs sont stables, la remise en cause de l'Education prioritaire dans 5 collèges sur 7 ; le déplacement du CIO ;
- à Colombes, 5 fermetures de classes sont annoncées, 4 postes de RASED sont menacés ; à Fontenay-aux-Roses, ce sont 2 fermetures de postes RASED et une classe supprimée à l'école des Ormeaux ;
- à Vanves, une classe est, elle aussi, menacée de fermeture à l'école Max Fourestier ;
- à Châtillon, la future DHG ne permettra pas le maintien de toutes les classes de 5^{ème} et la poursuite de l'intégration des élèves en ULIS, une fermeture de classe est contestée à l'école des Sablons.

A une situation déjà particulièrement difficile s'ajoutent donc de nouvelles prévisions qui, si elles étaient appliquées, menaceraient durablement le service public de l'éducation. Ces suppressions s'inscrivent dans un contexte d'augmentation régulière des effectifs dans notre département.

Le Président de la République a pourtant reconnu que la RGPP n'était pas forcément adaptée à l'Education nationale. Malgré cette « prise de conscience » tardive, le gouvernement persiste et signe. Les mesures actuelles, dictées par la seule logique comptable, s'inscrivent toujours dans les choix gouvernementaux qui, depuis 2007, mettent à mal l'Ecole publique : diminution drastique du nombre de postes d'enseignants avec le non-remplacement d'un fonctionnaire sur 2 partant à la retraite, la remise en cause des dispositifs de géographie prioritaire et des ZEP, la régression de la formation des enseignants avec la suppression des IUFM, la diminution du nombre de CIO, la suppression programmée des RASED au détriment des élèves en difficulté...et le recul de la scolarisation des moins de trois ans.

In fine, ce sont les conditions de travail des équipes pédagogiques, et les conditions d'études et d'apprentissage des élèves, qui sont durablement fragilisées.

C'est pourquoi, il est aujourd'hui indispensable de faire enfin le pari de l'avenir en débloquent les moyens, notamment humains, nécessaires à la scolarité de tous les élèves pour garantir une véritable égalité des chances et d'accès aux savoirs.

